



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET D'ILLE-ET-VILAINE

Préfecture d'Ille-et-Vilaine
Direction de la Coordination Interministérielle
et de l'Appui Territorial
Bureau de l'Environnement et de l'Utilité Publique
N° 663-4

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE

**portant modification des conditions d'admission des déchets en remblaiement
de la carrière "Montlouis" exploitée par la société LAFARGEHOLCIM GRANULATS
sur la commune de JANZE**

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION BRETAGNE
PRÉFÈTE D'ILLE-ET-VILAINE**

- VU le Code de l'environnement, partie législative, livre V – titre 1er, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU le Code de l'environnement, partie réglementaire, livre V – titre 1er, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive et son décret d'application n°2002-89 du 16 janvier 2002 ;
- VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux ;
- VU l'arrêté ministériel du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives ;
- VU l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié par l'arrêté du 24 décembre 2009 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées et l'arrêté ministériel du 30 juillet 2012, modifié fixant le modèle d'attestation de la constitution de garanties financières prévue à l'article R 516-2 du Code de l'environnement ;
- VU la circulaire du 22 août 2011 relative à la définition des déchets inertes pour l'industrie des carrières au sens de l'arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux ;
- VU la circulaire du 9 mai 2012 relative aux garanties financières pour la remise en état des carrières et au stockage des déchets de l'industrie des carrières ;
- VU l'arrêté préfectoral du 8 mars 1999 modifié le 15 mai 2006 autorisant la société BRETAGNE LOIRE GRANULATS à exploiter une carrière de grès au lieu-dit « Montlouis » sur la commune de JANZE ;
- VU la demande de transfert au profit de la société LAFARGE GRANULATS OUEST de l'autorisation d'exploiter la carrière de Montlouis à JANZE en date du 5 juillet 2007 ;
- VU l'arrêté préfectoral d'autorisation n°663 du 21 janvier 2009, autorisant l'extension de la carrière située au lieu dit « Montlouis » sur la commune de JANZE (Ille-et-Vilaine) au bénéfice de la société LAFARGE GRANULATS OUEST ;

- VU l'arrêté préfectoral n°663-1 du 8 juillet 2014 autorisant la modification des conditions de remise en état prévues par l'article 5.1.4 en vue de procéder au remblayage total du site de la carrière de Montlouis et le transfert de l'autorisation au bénéfice de la société LAFARGE GRANULATS FRANCE ;
- VU l'arrêté préfectoral n°663-2 du 5 janvier 2016 autorisant la modification des conditions d'accueil des déblais dans le cadre du chantier de la ligne B du métro de Rennes, en accueillant des déblais riches en antimoine et sélénium ;
- VU l'arrêté préfectoral n°663-3 du 17 mai 2018 modifiant l'arrêté préfectoral n°663 du 21 janvier 2009 ;
- VU le récépissé du 30 mai 2018 de transfert de l'autorisation d'exploiter au profit de la société LAFARGEHOLCIM GRANULATS ;
- VU la demande de modification des conditions d'admission des déchets acceptés en remblayage en vue d'accepter les déblais dont les caractéristiques dépassent jusqu'à trois fois le seuil de caractérisation ISDI définis à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 pour les 11 paramètres As, Ba, Cr, Hg, Pb, Sb, Se, chlorures, fluorures et sulfates provenant de chantiers rennais en date du 05 décembre 2018, complétée le 22 octobre 2019 ;
- VU les dossiers joints à la demande ;
- VU le rapport en date du 5 décembre 2019 et les propositions de l'inspection des installations classées ;
- VU l'avis émis par la commission départementale de la nature, des paysages et des sites réunie en formation carrière lors de sa séance du 19 décembre 2019 ;
- VU le courrier en date du 26 décembre 2019 par lequel la société LAFARGE GRANULATS FRANCE a été invitée à faire connaître ses observations sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire ;
- VU le courrier électronique en date du 7 janvier 2020 par lequel la société LAFARGE GRANULATS FRANCE a émis des observations sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire ;

Considérant que le mode de remblayage proposé n'induirait pas de pollution des eaux,

Considérant que la modification projetée n'accroîtra pas les impacts déjà étudiés et ne générera pas d'impacts supplémentaires,

Considérant que les dispositions prises ou envisagées sont de nature à pallier les risques et les nuisances, notamment en matière de :

- Pollution des eaux : par le suivi du rejet, des eaux superficielles, du ruisseau de Merquelande, et des eaux souterraines en vue de vérifier l'absence d'apport de métaux ;
- Pollution des eaux : par la réalisation d'une étude technico-économique en vue de réduire l'émission des éléments traces métalliques suivants : Cd, Cu, Ni et Zn déjà présents dans les eaux rejetées au milieu naturel
- Commodité du voisinage : par les mesures de poussières régulièrement réalisées au droit des habitations périphériques les plus proches du site et les mesures prévues en vue de vérifier l'absence des éléments-traces métalliques dans les poussières ;

Considérant que l'exploitation d'une carrière, installation classée pour la protection de l'environnement, ne peut être autorisée que si les dangers ou inconvénients qu'elle engendre peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

Considérant que pour ces raisons, cette demande ne constitue pas une modification notable,

Le demandeur entendu,

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine,

ARRÊTE

Article 1 – Les dispositions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°663 du 21 janvier 2009 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Article 1 - Autorisation

La société LAFARGEHOLCIM GRANULATS, dont le siège social est situé 2 avenue du Général de Gaulle 92 140 CLAMART, est autorisée à exploiter une carrière à ciel ouvert de grès armoricain sur la commune de JANZE au lieu-dit « Montlouis ».

L'activité est reprise sous les rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :

Rubrique	Nature des activités	Capacités	Régime
2510-1	Exploitation de carrière	Production annuelle : maximale : 800 000 t	Autorisation
2515-1	Broyage, concassage, criblage, ensilage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant : 1. Supérieure à 550 kW	Puissance maximale : Installation fixe : 1 800 kW	Autorisation
2517-1	Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes, autres que ceux visés par d'autres rubriques, La superficie de l'aire de transit étant : 2) supérieure à 10 000 m ²	Environ 45 900 m ²	Enregistrement
2720 – 2	Installation de stockage de déchets résultant de la prospection, de l'extraction, du traitement et du stockage de ressources minérales ainsi que de l'exploitation de carrières (site choisi pour y accumuler ou déposer des déchets solides, liquides, en solution ou en suspension). 2. Installation de stockage de déchets non dangereux non inertes.	<u>Quantité déjà stockée en m³ :</u> 1 000 m ³ de boue humide soit 500 m ³ de boue sèche environ. <u>Quantité totale estimée sur la durée d'exploitation en m³ :</u> 10 000 m ³ de boue humide	Autorisation
1435-3	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur, de bateaux ou d'aéronefs Le volume annuel de carburant (liquides inflammables visés à la rubrique 1430 de la catégorie de référence [coefficient 1] distribué étant : 3. Supérieur à 500 m ³ mais inférieur ou égal à 20 000 m ³	Volume annuel équivalent : 600 m ³ de GNR	Déclaration Contrôlée
4734-1	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution 1-Pour stockages enterrés ou en double enveloppe, la quantité totale est inférieure à 50 t	Capacité totale de stockage : 1 cuve enterrée de GNR : 34 t total 43 t	Non classé

Rubrique	Nature des activités	Capacités	Régime
4734-2	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution 2- Pour les autres stockages, la quantité totale est inférieure à 50 t	Capacité totale de stockage : 2 cuves de GNR : 2 × 2t Total 4 t	Non Classé
2920	Réfrigération ou compression (installations de) fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10 ⁵ Pa : La puissance absorbée étant inférieure à 10 MW	puissance inférieure à 50 kW	Non classé
2930	Ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur, y compris les activités de carrosserie et de tôlerie : b) La surface de l'atelier étant supérieure à 2 000 m ² , mais inférieure ou égale à 5 000 m ²	surface de l'atelier : 390 m ²	Non classé

Rubriques IOTA

Rubrique	Nature des activités	Volume des activités	Régime
2.2.1.0	Rejet dans les eaux douces superficielles susceptibles de modifier le régime des eaux : La capacité totale de rejet étant comprise entre 2000 et 10 000 m ³ /j ou entre 5 et 25 % du module moyen du cours d'eau	Débit maximal de rejet mesuré 73,8 m ³ /h soit 1 771 m ³ /j Débit moyen annuel du ruisseau de Merquelande au droit de la carrière de Montlouis estimé au prorata de la surface du bassin versant à 165,4 l/s soit environ 14 290 m ³ /j . Le débit de rejet représente donc environ 12,4 % du module moyen du ruisseau de Merquelande	Déclaration
2.2.3.0	Rejet dans les eaux de surface : Le flux total de pollution brute étant supérieur aux seuils de référence R2 fixés par l'Arrêté Ministériel du 9 août 2006 modifié pour au moins 1 paramètre	Concentrations maximales autorisées au rejet par l'Arrêté du 21 janvier 2009 modifié : — MEST : 35 mg/l — DCO : 125 mg/l — Hydrocarbures : 10 mg/l — métaux (Fe + Al) < 5 mg/l Flux maximal supérieur au seuil R2 défini par l'Arrêté du 09/08/2006 : — DCO : 125 mg/l * 1 771 m ³ /j = 221 kg/j (R2 = 120 kg/j) — Hydrocarbures : 10 mg/l * 1 771 m ³ /j = 17,7 kg/j (R2 = 0,5 kg/j) — métaux (Fe + Al) < 5 mg/l * 1 771 m ³ /j = 8 855 g/j (R2 = 125 g/j)	Autorisation
2.2.4.0	Installations ou activités à l'origine d'un effluent correspondant à un apport au milieu aquatique de plus de 1 t/jour de sels dissous	Apport maximal journalier en sels dissous : — chlorures : 258 mg/l * 1 771 m ³ /j = 0,457 t/jour — fluorures : 0,375 mg/l * 1 771 m ³ /j = < 0,001 t/jour — sulfates : 600 mg/l * 1 771 m ³ /j = 1,063 t/jour Soit au total au maximum : 2 t/jour	Déclaration

Les prescriptions de la présente autorisation s'appliquent également aux installations ou équipements exploités par le titulaire de l'autorisation qui, mentionnés ou non à la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, sont de nature, par leur proximité ou leur connexité avec les installations autorisées, à modifier les dangers ou inconvénients de ces installations. »

Article 2 – Les dispositions de l'article 4.5.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°663 du 21 janvier 2009 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Article 4.5.5 - Mesures des retombées de poussières

• *Plan de surveillance :*

L'exploitant établit un plan de surveillance des émissions de poussières. Ce plan décrit notamment les zones d'émission de poussières, leur importance respective, les conditions météorologiques et topographiques sur le site, le choix de la localisation des stations de mesure ainsi que leur nombre.

Le plan de surveillance est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le plan de surveillance comprend :

- au moins une station de mesure témoin correspondant à un ou plusieurs lieux non impactés par l'exploitation de la carrière (a) ;
- le cas échéant, une ou plusieurs stations de mesure implantées à proximité immédiate des premiers bâtiments accueillant des personnes sensibles (centre de soins, crèche, école) ou des premières habitations situés à moins de 1 500 mètres des limites de propriétés de l'exploitation, sous les vents dominants (b) ;
- une ou plusieurs stations de mesure implantées en limite de site, sous les vents dominants (c).

Ces stations de mesure sont situées au niveau des secteurs identifiés sur la carte en annexe du présent arrêté. Les campagnes de mesure durent trente jours et sont réalisées tous les trois mois.

Si, à l'issue de huit campagnes consécutives, les résultats sont inférieurs à la valeur prévue au présent arrêté, la fréquence trimestrielle deviendra semestrielle.

Par la suite, si un résultat excède la valeur prévue au paragraphe suivant du présent arrêté et sauf situation exceptionnelle qui sera explicitée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 9.4.1 du présent arrêté, la fréquence redeviendra trimestrielle pendant huit campagnes consécutives, à l'issue desquelles elle pourra être revue dans les mêmes conditions.

• *Suivi :*

En ce qui concerne le contrôle des niveaux d'empoussièrement, les modalités d'échantillonnage sont définies de façon à garantir la représentativité des échantillons prélevés. Les modalités de prélèvements et de réalisation des essais sont définies de façon à assurer la justesse et la traçabilité des résultats.

Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées. Le respect de la norme « NF X 43-014 (2017) » dans la réalisation de ce suivi est réputé répondre aux exigences réglementaires mentionnées ci-dessus.

Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en mg/m²/jour.

L'objectif à atteindre est de 500 mg/m²/jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance.

De plus les teneurs en éléments-traces métalliques mesurées dans les poussières ne devront pas dépasser les valeurs suivantes :

Leur suivi s'effectue par le moyen de CIP10 selon la durée et la fréquence prévues dans le présent article.

Paramètre VTR (en µg/m³)											
Arsenic (As)	Baryum (Ba)	Cadmium (Cd)	Chrome total (Cr)	Cuivre (Cu)	Mercure (Hg)	Molybdène (Mo)	Nickel (Ni)	Plomb (Pb)	Antimoine (Sb)	Sélénium (Se)	Zinc (Zn)
1	1	0,45	0,2	1	0,2	12	0,02	0,25	0,2	20	0,9

En cas de dépassement, et sauf situation exceptionnelle qui sera alors expliquée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 9.4.1 du présent arrêté, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en

œuvre rapidement des mesures correctives. Notamment l'accueil des déblais inertes « K3+ » devra être suspendu et des mesures adaptées devront être mises en œuvre pour garantir l'absence de risque pour la santé humaine

- *Station météorologique :*

La direction et la vitesse du vent, la température, et la pluviométrie sont enregistrées par une station de mesures sur le site de l'exploitation avec une résolution horaire au minimum.

La station météorologique est installée, maintenue et utilisée selon les bonnes pratiques.

Toutefois, pour les carrières dont la surface n'est pas entièrement située sur le territoire d'une commune couverte par un plan de protection de l'atmosphère, la mise en œuvre d'une station météorologique sur site peut être remplacée par l'abonnement exploité par un fournisseur de services météorologiques à des données corrigées en fonction du relief, de l'environnement et de la distance issues de la station météo la plus représentative à proximité de la carrière. »

Article 3 – Il est inséré un article 4.5.8 après l'article 4.5.7 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°663 du 21 janvier 2009 ainsi rédigé :

« *Article 4.5.8* - Les mesures des poussières réalisées pendant 30 jours tous les trois mois doivent comprendre les 12 ETM suivants : As, Ba, Cr, Hg, Mo, Pb, Sb, Se, Cd, Cu, Ni et Zn. »

Article 4 – Le dernier alinéa de l'article 4.6.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°663 du 21 janvier 2009 est complété par les dispositions suivantes :

Concentration maximale admissible au rejet										
As	Ba	Cr	Hg	Mo	Pb	Sb	Se	Fluorures	Chlorures	Sulfates
0,83 µg/l	60,8 µg/l	3,5 µg/l	0,07 µg/l	6,8 µg/l	1,2 µg/l	0,6 µg/l	1 µg/l	375 µg/l	258 mg/l	600 mg/l

Concentration maximale admissible au rejet			
Cd	Cu	Ni	Zn
0,08 µg/l	1 µg/l	4 µg/l	7,8 µg/l

Un suivi mensuel des paramètres suivants est réalisé par un organisme agréé en amont et en aval du rejet :

As	Ba	Cr	Hg	Mo	Pb	Sb	Se	Fluorures	Chlorures	Sulfates
Cd				Cu		Ni		Zn		

Article 5 – Les dispositions de l'article 4.6.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°663 du 21 janvier 2009 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« *Article 4.6.4* - Un contrôle du respect des prescriptions de l'article 4.6.3 est réalisé par l'exploitant dans les conditions suivantes :

Suivi des eaux superficielles

Point de suivi	Paramètres	Fréquence
Rejet (sortie du bassin après traitement à la chaux)	Débit	Continu
	pH	Quotidien
	MES, Fe, Al	Mensuelle
	T°, Conductivité, As, Ba, Cd, Cr total, Cu, Hg, Mo, Ni, Pb, Sb, Se, Zn, chlorures, fluorures et sulfates	Mensuelle *
	DCO, hydrocarbures	Annuelles
Ruisseau de Merquelande – Amont point de rejet – Aval point de rejet	Couleur, pH, O ₂ , DCO, MES, Ammonium, Conductivité, Fe, Al, Hydrocarbures	Semestrielle
	As, Ba, Cd, Cr total, Cu, Hg, Mo, Ni, Pb, Sb, Se, Zn, chlorures, fluorures, sulfates	Mensuelle *
	L'indice biologique diatomée	Annuel en condition représentative (en période d'été et de rejet)

*Les analyses des métaux seront réalisées mensuellement pendant 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.

*Dans l'éventualité où les résultats de ce suivi démontreraient l'absence d'impact de l'activité d'accueil de déblais inertes « K3+ » de façon systématique sur une durée continue de 6 mois, la fréquence de contrôle pourra devenir trimestrielle pour les paramètres concernés.

*À l'inverse, en cas de dépassement constaté des seuils de rejet retenus, l'accueil des déblais inertes « K3+ » devra être suspendu et des mesures adaptées devront être mises en œuvre pour garantir l'absence de déclassement à l'aval du rejet pour le paramètre ETM concerné.

La fréquence des suivis pourra être adaptée à la demande de l'exploitant sur la base d'un dossier.

Ces mesures sont effectuées par un organisme agréé par le ministère chargé de l'environnement.

4.6.4.1 – Résultats :

En cas de variations significatives des valeurs des paramètres, une étude devra en déterminer les causes et en mesurer l'impact.

4.6.4.2 – Étude technico-économique :

Une étude technico-économique est à réaliser en vue de réduire les émissions des éléments-traces métalliques Cd, Cu, Ni et Zn (éventuellement les sulfates si l'exploitant projette un apport plus conséquent de sulfates dans les déblais qui seront apportés), le Fer et l'Aluminium au rejet. Cette étude devra être réalisée dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté. Une version intermédiaire des différentes solutions étudiées seront transmettre dans un délai de trois mois. Cette étude devra être assortie d'un échéancier de mise en œuvre des moyens de réduction des paramètres ci-dessus. Les mesures s'effectueront avant rejet, l'étude devra non seulement proposer l'ensemble des moyens permettant de confiner les rejets dans l'attente des résultats d'analyses mais aussi en cas de dépassement il est nécessaire que l'exploitant dispose de l'ensemble des moyens de confinement suffisants afin de proposer des solutions en vue de leur évacuation. L'ensemble des résultats de l'étude et l'échéancier devront être transmis à l'inspection des installations classées pour validation de l'échéancier.

4.6.4.3 – Communication :

Les résultats de l'auto-surveillance sont à transmettre à l'Inspection des Installations Classées tous les trimestres.

L'ensemble des relevés et conclusions sont communiqués lors de la commission de suivi visée à l'article 1.10. »

Article 6 – Les dispositions de l'article 5.1.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°663 du 21 janvier 2009 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Article 5.1.2 - La remise en état du site se traduit par un remblayage total des excavations Est et Ouest, par des déchets inertes provenant de chantiers locaux, conformément à ce qui est prévu dans le dossier de demande d'autorisation et au dossier modificatif du 3 janvier 2014. »

Article 7 – Il est inséré un article 5.1.4 bis après l'article 5.1.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°663 du 21 janvier 2009 ainsi rédigé :

« Article 5.1.4 bis - Bilan environnemental

Un an avant l'échéance de l'arrêté préfectoral du 21 janvier 2009, un bilan environnemental comprenant un bilan sur l'ensemble des émissions d'éléments-traces-métalliques (As, Ba, Cd, Cr, Cu, Hg, Mo, Ni, Pb, Sb, Se, Zn) dans les poussières, les eaux superficielles et les eaux souterraines mesurées sur les dix ans antérieurs doit être transmis à l'inspection des installations classées. Celui-ci portera également sur le pH des eaux rejetées. Ce bilan devra indiquer les évolutions attendues après la remise en état finale, considérant la nature des eaux acides de la carrière et la présence de remblais « K3+ ». Il devra également comprendre les mesures de surveillances éventuelles à prévoir. »

Article 8 – Les dispositions de l'article 5.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°663 du 21 janvier 2009 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Article 5.3 - Dispositions particulières de la remise en état

Cette remise en état comprend notamment les travaux ci après conformément aux plans annexés au présent arrêté :

Les lisières en périphérie :

- lisière de la plate-forme de stockage des stériles
 - conservation de boisements en lisière Est,
 - plantation d'une haie arborée le long de la RD 163,
 - végétalisation des flancs des plates-formes.
- lisière du site (merlon Nord, bordure VC 23)
 - végétalisation des talus et merlons en périphérie,
 - plantation arborée le long de la VC 23.

Les fronts d'exploitation :

- talutage selon un angle compatible avec leurs stabilités,
- végétalisation de la partie supérieure de la faille.

Le remblaiement : Dans un premier temps (début de la phase 2), les déchets inertes continueront d'être stockés sur la zone de remblais actuelle afin de permettre d'ouvrir le palier à 25 m NGF avant le début du remblaiement.

- l'excavation est remblayée totalement jusqu'à la cote 102 m NGF.
- les déchets utilisés sont des déchets inertes issus des chantiers locaux.
- La zone remblayée est recouverte de terre végétale et remise en état agricole.
- La zone de stockage des boues identifiée aux plans en annexe ne doit pas faire l'objet d'une utilisation agricole. »

Article 9 – Les dispositions de l'article 5.4.6 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°663 du 21 janvier 2009 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Article 5.4.6 - Conditions d'admissibilité des déchets inertes en remblaiement

5.4.6.1 – Stabilité du remblayage :

Le remblayage de la carrière est géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains remblayés. Il ne doit pas nuire à la qualité du sol, compte tenu du contexte géochimique local, ainsi qu'à la qualité et au bon écoulement des eaux. Les valeurs moyennes du sous-sol de la carrière ont été mesurées en 2015 et figurent au dossier du 5/12/18 modifié le 22/10/19 déposé à l'appui de la présente demande.

5.4.6.2 – Apports extérieurs :

Lorsque le remblayage est réalisé avec apport de matériaux extérieurs (déblais de terrassements, matériaux de démolition...), ceux-ci doivent être préalablement triés de manière à garantir l'utilisation des seuls matériaux autorisés ci-dessous. Lorsque les matériaux extérieurs sont des déchets, seuls les déchets visés ci-dessous peuvent être admis dans l'installation. Les déchets dangereux, en particulier les déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante relevant du code 17 06 05* de la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du Code de l'environnement, ne sont pas admis dans l'installation.

5.4.6.3 – Bordereau de suivi :

Les apports extérieurs sont accompagnés d'un bordereau de suivi qui indique leur provenance, leur destination, leurs quantités, leurs caractéristiques et les moyens de transport utilisés et qui atteste la conformité des matériaux à leur destination.

5.4.6.4 – Registre :

L'exploitant tient à jour un registre sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des matériaux et les moyens de transport utilisés ainsi qu'un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre.

5.4.6.5 – Nature des déchets :

Les déchets figurant sur les paragraphes 1 et 2 ci-dessous peuvent être utilisés pour le remblaiement de la carrière :

1 – Liste des déchets inertes autorisés sur le site de Montlouis (annexe II R541-8 du Code de l'environnement) :

Chapitre de la liste des déchets	Code	Description	Restrictions
15 : Emballages et déchets d'emballage	15 01 07	Emballage en verre	triés
17 : Déchets de construction et de démolition	17 01 01	Bétons	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 : Déchets de construction et de démolition	17 01 02	Briques	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 : Déchets de construction et de démolition	17 01 03	Tuiles et céramiques	Uniquement les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 : Déchets de construction et de démolition	17 01 07	Mélange de béton, briques, tuiles et céramiques ne contenant pas de substances dangereuses	Uniquement les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 : Déchets de construction et de démolition	17 05 04	Terres et cailloux ne contenant pas de substance dangereuse	À l'exclusion de la terre végétale, de la tourbe et des terres et cailloux provenant de sites contaminés
17 : Déchets de construction et de démolition	17 02 02	Verre	Sans cadre ou montant de fenêtres
19 : Déchets provenant des installations de gestion des déchets	19 12 05	Verre	Triés
20 : Déchets municipaux	20 02 02	Terres et pierres	Provenant uniquement de déchets de jardins et de parcs et à l'exclusion de la terre végétale et de la tourbe

Les déchets inertes comme la terre végétale et de la tourbe sont interdits (valorisation). Les déchets inertes contenant de l'amiante, les terres et pierres provenant de sites contaminés sont interdits sur ce site. Les déchets bitumineux sont admissibles après vérification par test assurant l'absence de goudron.

2 – Conditions d'acceptation des déblais dits « K3+ »

L'acceptation des déblais dits « K3+ » est possible sous réserve de se conformer au dossier déposé le 05 décembre 2018 complété le 22 octobre 2019.

Notamment l'acceptation d'un déblai « K3+ » ne peut se faire que pour les 11 paramètres suivants As, Ba, Cr, Hg, Mo, Pb, Sb, Se, chlorures, fluorures et sulfates sous conditions qu'ils aient fait l'objet d'un document d'acceptation préalable (DAP). Ce DAP prévoit les analyses réalisées par le producteur de déchet avant leur admission sur le site, leur fréquence de réalisation et leur représentativité du déchet à accueillir. Ce DAP prévoit les mesures prévues en vue de garantir le respect des critères ci-dessous. L'exploitant de la carrière tient à disposition de l'inspection des installations classées les analyses permettant de garantir la bonne application de ces dispositions.

Paramètres à analyser lors du test de lixiviation et valeurs limites à respecter : Le test de lixiviation à appliquer est le test normalisé NF EN 12457-2.	VALEUR LIMITE À RESPECTER exprimée en mg/kg de matière sèche
Antimoine (Sb)	0,18
Arsenic (As)	1,5
Baryum (Ba)	60
Cadmium (Cd)	0,04
Chrome total (Cr)	1,5
Cuivre (Cu)	2
Fluorure	30
Mercure (Hg)	0,03
Molybdène (Mo)	1,5
Nickel (Ni)	0,4
Plomb (Pb)	1,5
Sélénium (Se)	0,3
Zinc (Zn)	4
Chlorures (Cl-) (1)	2400
Sulfates (SO4--) (1)	3 000 (2)
FS (fraction soluble) (1)	12000
COT (carbone organique total) sur éluat (3)	500
<p>(1) Si le déchet ne respecte pas au moins une des valeurs fixées pour le chlorure, le sulfate ou la fraction soluble, le déchet peut être encore jugé conforme aux critères d'admission s'il respecte soit les valeurs associées au chlorure et au sulfate, soit celle associée à la fraction soluble.</p> <p>(2) Si le déchet ne respecte pas cette valeur pour le sulfate, il peut être encore jugé conforme aux critères d'admission si la lixiviation ne dépasse pas les valeurs suivantes : 1 500 mg/l à un ratio L/S = 0,1 l/kg et 6 000 mg/kg de matière sèche à un ratio L/S = 10 l/kg. Il est nécessaire d'utiliser l'essai de percolation NF CEN/TS 14405 pour déterminer la valeur lorsque L/S = 0,1 l/kg dans les conditions d'équilibre initial ; la valeur correspondant à L/S = 10 l/kg peut être déterminée par un essai de lixiviation NF EN 12457-2 ou par un essai de percolation NF CEN/TS 14405 dans des conditions approchant l'équilibre local.</p> <p>(3) Si le déchet ne satisfait pas à la valeur limite indiquée pour le carbone organique total sur éluat à sa propre valeur de pH, il peut aussi faire l'objet d'un essai de lixiviation NF EN 12457-2 avec un pH compris entre 7,5 et 8,0. Le déchet peut être jugé conforme aux critères d'admission pour le carbone organique total sur éluat si le résultat de cette détermination ne dépasse pas 500 mg/kg de matière sèche.</p>	

Paramètres à analyser en contenu total et valeurs limites à respecter	VALEUR LIMITE À RESPECTER exprimée en mg/kg de matière sèche
COT (carbone organique total)	30 000 (1)
BTEX (benzène, toluène, éthylbenzène et xylènes)	6
PCB (polychlorobiphényles 7 congénères)	1
Hydrocarbures (C10 à C40)	500
HAP (hydrocarbures aromatiques polycycliques)	50
<i>(1) Pour les sols, une valeur limite plus élevée peut être admise, à condition que la valeur limite de 500 mg/kg de matière sèche soit respectée pour le carbone organique total sur éluat, soit au pH du sol, soit pour un pH situé entre 7,5 et 8,0</i>	

Article 10 – Les dispositions des articles 6.2 à 6.8 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°663 du 21 janvier 2009 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Article 6.2 - Montant

6.2.1 Le montant de référence des garanties financières, avec un indice **TP01 de 701,70** (juin 2013) pour chacune des périodes est de :

Phase d'exploitation	Montant pour la remise en état « carrière » TTC de référence euros	Montant pour la gestion du « stockage de déchets 2720 » TTC euros	Total TTC en euros
2014 – 2019	787 056	3 765	790 821
2019 – 2024	777 181	3 765	780 940
2024 – 2029	638 330	3 765	642095
2029 – 2034	648 831	3 765	652 596
2034 – 2039	632 246	3765	636 011

Indice TP01 juin 2013 : 701,70

Article 6.3 – Établissement

Les montants de référence de la garantie « carrière » permettent de remettre en état la carrière et les montants pour la gestion du « stockage de déchets 2720 » permettent d'avoir les dispositifs de remise en état (ex : couverture et installation de drains pour l'écoulement des eaux pluviales) empêchant toute pollution du milieu environnant, notamment des eaux souterraines, et assurant de la stabilité de la structure.

L'acte de cautionnement solidaire est établi conformément au modèle annexé à l'arrêté interministériel du 31 juillet 2012.

L'exploitant adresse au préfet une déclaration de début d'exploitation et l'acte de cautionnement solidaire établissant la constitution des garanties financières selon le modèle défini à l'arrêté interministériel modifié du 31 juillet 2012.

Article 6.4 – Actualisation et révision

6.4.1 : Conformément à l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié par l'arrêté du 24 décembre 2009, le montant des garanties financières doit être maintenu actualisé selon la formule :

$$C_n = C_r \times (I_n / I_r) \times ((1 + TVA_n) / (1 + TVA_r))$$

C_n étant le montant des garanties financières à provisionner à l'année n ,

I_n et TVA_n étant respectivement l'indice TP01 et la TVA année n de la constitution du document d'attestation de la constitution de garanties financières,

L'indice TP01 de référence I_r , est celui de mai 2009, soit 616,5, la TVA de référence TVA_r est de 0,20 soit 20%.

Les indices TP01 sont consultables au Bulletin officiel de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes.

6.4.2 Variation de l'indice TP01 :

L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du préfet dans les cas suivants :

- tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP01, sur cette période ;
- dans les six mois qui suivent une augmentation de l'indice TP01 supérieure à 15 % au cours d'une même période quinquennale.

6.4.3 Variation des conditions d'exploitation :

Toute modification apportée par l'exploitant touchant au mode et au rythme d'exploitation ou tout autre modification susceptible de conduire à une variation des coûts de remise en état, doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet qui peut exiger une réévaluation des garanties financières avant tout début de mise à exécution du projet modifié.

Article 6.5 – Renouvellement

6.5.1 : L'attestation du renouvellement de la garantie financière doit être transmise au préfet au moins trois mois avant l'échéance des garanties en cours.

6.5.2 : Avec l'attestation de renouvellement des garanties financières, l'exploitant indique au préfet sur la base du plan visé à l'article 4.2.1, si l'avancement des travaux correspond au montant des garanties financières apportées.

Article 6.6 – Absence

L'absence de garanties financières peut entraîner la suspension du fonctionnement de la carrière visée au présent arrêté, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L.514-1 du Code de l'environnement relatif aux contrôles et sanctions administratifs en application de l'article L.516-1 de ce code. Pendant la durée de la suspension et en vertu de l'article L.514-3 du Code de l'environnement, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auquel il avait droit jusqu'alors.

Article 6.7 – Appel

Le préfet fait appel aux garanties financières :

- soit en cas de non-respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral en matière de remise en état après intervention des mesures prévues à l'article L514-1 du Code de l'environnement ;
- soit en cas de disparition juridique de l'exploitant et d'absence de remise en état conforme au présent arrêté.

Article 6.8 – Levée de l'obligation

L'obligation de disposer d'une garantie financière ne peut être levée que par le préfet, après constat de la remise en état du site conformément aux dispositions du présent arrêté. L'inspecteur des installations classées établit, après visite des lieux, un procès verbal de récolement dans le cadre de la procédure de cessation d'activité prévue aux articles R 512-39-1 à R 512-39-3 du Code de l'environnement.

6.8.1 : Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une augmentation du montant des garanties financières nécessite une révision du montant de référence des garanties financières.

6.8.2 : L'extraction de matériaux commercialisables ne doit plus être réalisée six mois avant la date d'expiration de l'autorisation.

6.8.3 : L'exploitant notifie à cette date au Préfet, l'arrêt des extractions, l'état des lieux et les conditions de remise en état définitive.

La remise en état est achevée 6 mois avant la date d'expiration de l'autorisation. »

Article 11 – Les plans de phasages de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°663 du 21 janvier 2009 sont remplacés par les plans de phasages à l'annexe du présent arrêté.

Article 12 – Les articles 5.1.3 et 5.1.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°663 du 21 janvier 2009 sont abrogés.

Article 13 – Les dispositions des arrêtés préfectoraux du 8 juillet 2014, du 5 janvier 2016 et du 17 mai 2018 sont abrogées.

Article 14 – Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré à la juridiction administrative, le Tribunal administratif de Rennes :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L211-1 et L511-1 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de cette décision ;

Cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° susvisés.

Le Tribunal administratif de Rennes peut être saisi en utilisant l'application Télérecours citoyens accessible par le site : <https://www.telerecours.fr>

Article 15 – Publicité

En vue de l'information des tiers :

- Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de JANZE et peut y être consultée ;
- Un extrait de cet arrêté est affiché dans cette mairie pendant une durée minimum d'un mois ;
- Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et adressé à la préfecture d'Ille-et-Vilaine ;
- L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture d'Ille-et-Vilaine pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 16 – Exécution

Le Secrétaire Général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine, le Sous-Préfet de Fougères-Vitré, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne et l'Inspection des installations de l'environnement, spécialité installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au maire de la commune de JANZE et à l'exploitant.

Rennes, le 13 JAN. 2020

Pour la Préfète,
Le Secrétaire Général


Ludovic GUILLAUME

